

**édito**

Partout en France, la mobilisation des personnels de l'Éducation se développe localement et trouve des relais lors des journées nationales de mobilisation.



La colère du monde de l'Éducation montre l'ampleur du rejet de la politique de Jean Michel Blanquer, de son projet de Loi de l'École de la Confiance et des réformes de Parcoursup, du lycée et de la voie pro.

Nos collègues disent majoritairement non à cette École du tri social et de la sélection.

Depuis plusieurs semaines, les personnels s'organisent dans des Assemblées générales locales, des réunions publiques avec les parents d'élèves, des rassemblements, des occupations d'écoles ou d'établissements et bien sûr par des journées de grève et de manifestation.

La CGT est partie prenante de cette mobilisation, elle soutient toutes les formes d'actions susceptibles de mettre en échec cette politique de destruction de notre service public d'Éducation.

La réforme de la Fonction publique que ce gouvernement est en train de soumettre, en même temps au parlement, constitue aussi une attaque grave contre les services publics.

Cette réforme dont on connaît les principaux contours représente une véritable casse du statut général des fonctionnaires.

Cette réforme prévoit, notamment un développement de la contractualisation et une réduction du rôle du paritarisme.

Elle touchera de plein fouet les personnels de l'Éducation, en les livrant à l'opacité et à l'arbitraire de l'administration.

La seule réponse possible est l'amplification de la mobilisation contre la politique menée par Jean Michel Blanquer et par le gouvernement auquel il appartient.

Cela passe par un soutien et une participation du plus grand nombre à toutes les initiatives locales (Assemblées générales, rassemblements, occupation d'École) et par le succès de la journée de grève et de manifestation du 9 mai dans toute la Fonction publique pour dire non à la casse des services publics.